



États Généraux des Migrations
14, passage Dubail
75010 Paris
www.eg-migrations.org

Monsieur Le Président de La République
M. Emmanuel Macron
Palais de l'Élysée
55 rue du Faubourg Saint-Honoré
75008 Paris

Paris, 14 décembre 2020

Monsieur le Président de la République,

Nous vous écrivons à l'occasion de la Journée internationale des Migrants, instituée par les Nations unies le 18 décembre.

La troisième session nationale des États Généraux des Migrations vient de se terminer. Au cœur de nos débats et de nos solutions de terrain : la liberté, l'égalité et la solidarité ; au centre de nos préoccupations : le respect des droits fondamentaux et de la dignité pour toutes et tous. Notre proposition : l'accueil, la régularisation pérenne et inconditionnelle des personnes étrangères et l'égalité des droits.

Au même moment, les forces de l'ordre, sous le commandement du Préfet de police de Paris, réprimaient violemment à Saint-Denis et à Paris des êtres humains démunis, au nom de l'État français. Et depuis le début de votre mandat, vous avez choisi, par délégation au ministre de l'Intérieur, de démanteler des camps, de laisser à la rue des hommes, des femmes et des enfants, de les priver de nourriture, de

États Généraux des Migrations
14, Passage Dubail
75010 Paris

logement, d'éducation et de leur interdire de travailler. Votre politique marginalise des êtres humains en les obligeant à vivre dans l'illégalité et la précarité. Votre seule proposition : la répression extrêmement violente, la déshumanisation et l'humiliation des personnes exilées, le déni.

Nous vous rappelons qu'il y a trois ans, 470 organisations vous avaient interpellé pour que vous convoquiez des États Généraux des Migrations. Vous aviez expliqué que cela n'était pas nécessaire. Vous avez ignoré cette sollicitation de la société civile, comme vous avez ignoré plus récemment, la marche de sans papiers d'octobre 2020.

Que vous le vouliez ou non, les États Généraux des Migrations existent ! Leurs membres agissent au jour le jour en solidarité avec les personnes étrangères. Les EGM représentent plusieurs centaines de collectifs, d'associations, de structures et d'ONG partout en France. Ils représentent la France qui accueille. Ils représentent la France qui lutte contre la répression et l'injustice.

Aujourd'hui, nous sommes de plus en plus nombreux et nous sommes en colère. En conséquence, les EGM s'associent à la saisine faite par un de ses membres actifs, de la Défenseure des Droits et du Rapporteur spécial de l'ONU sur les droits de l'homme des migrants, à la suite des événements qui se sont déroulés à Paris, le 23 novembre dernier.

Également, les EGM soutiendront, partout en France, l'acte 4 de la Marche des Solidarités qui aura lieu le 18 décembre.

Nous vous demandons instamment d'observer ce que celles et ceux qui choisissent la justice et la dignité sont capables de faire. Nous vous demandons de nous écouter, de défendre et de construire avec nous la paix sociale. L'humanité de demain se construit avec l'accueil d'aujourd'hui.

Veillez agréer, Monsieur le Président, l'expression de notre colère citoyenne et de notre très haute considération,

Les membres du Groupe de Facilitation des États Généraux des Migrations :
Assemblée locale (AL) de l'Aisne, AL du Calvados, AL de la Drôme-Ardèche-Vaucluse, AL de Franche-Comté Sud, AL de Gironde, AL de Haute-Garonne, AL du Rhône, AL de Montpellier, CCFD- Terre Solidaire, CRID, Emmaüs France, FASTI , Gisti, Ligue des droits de l'Homme, Sud Solidaires et Tous Migrants.

Copie : Monsieur le ministre de l'Intérieur, M. Gérald Darmanin.

États Généraux des Migrations
14, Passage Dubail
75010 Paris